

Des initiatives citoyennes réinventent le logement pour faire face aux défis de la financiarisation et du changement climatique. Des prix ont été décernés à Genève pour des projets dans quatre pays

L'habitat participatif décolle

MARINE GONZALEZ

Logement ► Plus de 40 organisations de la société civile et d'institutions académiques du monde entier se sont réunies du 30 septembre au 4 octobre à Genève pour fêter le dixième anniversaire de CoHabitat, un réseau global pour le droit au logement. La rencontre a été organisée par l'ONG franco-suisse UrbaMonde, dont l'un des principaux bureaux est à Genève et qui a lancé le réseau en octobre 2014.

CoHabitat rassemble des organisations proposant des alternatives à la financiarisation du logement à travers des solutions de logement abordables et inclusives. Dix ans après sa création, les formes d'habitat participatif qu'elles développent dans le monde se sont multipliées, ainsi que les échanges horizontaux d'apprentissage entre le Nord et le Sud.

Dans le cadre de cet anniversaire, quatre initiatives d'organisations de CoHabitat, du Sénégal, d'Indonésie, d'Espagne et de Suisse, ont reçu le 1^{er} octobre les Prix mondiaux de l'habitat 2023 et 2024 décernés par l'organisation World Habitat à l'innovation en matière de justice et de durabilité. Tour d'horizon.



L'Urban Poor Consortium en Indonésie, lauréat d'or du Prix mondial de l'habitat 2024. URBAMONDE

Jakarta, droit au logement et à la dignité

Le Centre Rujak et l'Urban Poor Consortium (UPC) d'Indonésie sont les lauréats d'or du Prix mondial de l'habitat 2024, pour le projet Droit au logement à Jakarta. Dans les quartiers informels de cette mégapole, appelés *kampungs*, les autorités ont ordonné en 2015 l'expulsion de nombreuses familles à faibles revenus, sous prétexte d'inondations et d'occupation illégale des terres. Les organisations primées, appellent à des réformes juridiques et politiques pour garantir les droits au logement de ces habitant-es.

Grâce à la mobilisation communautaire et au plaidoyer politique, elles ont permis de trouver des solutions pour 1180 habitant-es de *kampungs* et de changer la législation. Plus de 900 personnes sont relogées dans de nouveaux immeubles construits en coopérative et 152 maisons ont été rénovées. En parallèle, ce projet combat les discriminations qui pèsent sur les *kampungs* et leurs habitant-es, a expliqué Guntoro Muhammad, leader communautaire à l'UPC. Ce modèle va être adapté dans huit provinces et dix villes du pays.

Sénégal, le projet «historique»

Pour 2023, c'est UrbaSEN et la Fédération sénégalaise des habitants (FSH) auquel le Prix «or» a été attribué pour son travail auprès d'une partie des 1,8 million de personnes de la banlieue de Dakar qui font face aux conséquences d'inondations récurrentes. Celles-ci sont moins dues à des causes naturelles qu'à l'urbanisation et au changement climatique dans les quartiers informels.

Le programme d'amélioration de l'habitat et du cadre de vie de la FSH, qui accompagne les plus démunies face à ces défis, est soutenu par l'ONG UrbaSEN, fruit du projet «historique» d'UrbaMonde.

Papa Keita, coordinateur et fondateur d'UrbaSEN a expliqué au *Courrier* que ce sont surtout les femmes qui répondent à leurs appels. Aujourd'hui, elles représentent 96% des 17 000 membres de la FSH. Elles accèdent à des prêts grâce à un fonds rotatif, alimenté par leurs épargnes et par les donations d'agences de coopération internationale suisses et françaises, pour améliorer et assainir leurs logements. Ce fonds est une innovation sénégalaise

inspirée des microcrédits solidaires entre femmes, les tontines.

L'initiative s'est étendue dans 18 municipalités, avec des systèmes d'alerte aux inondations et une filière de matériaux locaux durables pour construire et rénover. Plus de 20 000 personnes bénéficient directement du projet, qui compte aussi des écoquartiers et qui est en train d'être adapté dans les autres pays de l'Union monétaire ouest africaine.

Catalogne, les alternatives se multiplient

Pour 2023 encore, nous partons pour la Catalogne où la coopérative Sostre Cívic a reçu la distinction argent du Prix mondial de l'habitat. Face à la crise du logement à Barcelone et en Catalogne, cette organisation propose une alternative abordable, durable et éthique à la propriété individuelle et à la location sur le marché privé. Fondée en 2004, elle a été la première à développer en Espagne le modèle antispéculatif des coopératives en droit d'usage qui essaime actuellement dans le pays. Pour le moment, l'organisation mène 17 projets et a construit 236 lo-

gements. Elle a le soutien des autorités locales et a réussi à obtenir le financement de banques éthiques et de l'Institut catalan des finances.

D'ici trente ans, Sostre Cívic et ses alliés visent à ce que 10% des logements en Catalogne soient gérés par des coopératives.

Elisabeth Ràfols, membre de la commission internationale, explique qu'ils comptent sur une entreprise de construction à but non lucratif, misent sur les énergies durables, généralement produites de manière collective, emploient des techniques de bioconstruction et recyclent les matériaux. La consommation d'énergie des bâtiments de Sostre Cívic est réduite de 30 à 40% en comparaison avec des habitats «traditionnels». La gestion de l'eau est, elle aussi, circulaire, avec la réutilisation des eaux usées ménagères.

Suisse, des étudiant-es coopérativistes

La Suisse n'est pas oubliée puisque pour 2024, c'est la coopérative genevoise La Ciguë qui est lauréate pour le Prix argent. Créée en 1986, elle vise à répondre aux problèmes de logement

des étudiant-es à Genève, où elle gère près de 740 chambres, surtout dans des appartements en colocation.

La Ciguë met en location temporaire des logements dans des bâtiments publics ou privés, destinés à être détruits ou rénovés à moyen terme et construit aussi des immeubles de grande efficacité énergétique sur des terrains publics, comme l'écoquartier de Meyrin, construit avec des structures métalliques et boisées démontables.

Les loyers de ses logements sont 55% moins chers que ceux du marché. L'an prochain, la coopérative prévoit de mettre sur le marché 120 chambres de plus, grâce à l'inauguration d'un nouvel immeuble.

Du Nord au Sud, des pays les plus pauvres aux plus riches, CoHabitat montre que des solutions diversifiées d'habitat collectif et à but non lucratif sont à portée de main. I

Le contenu de cette page est réalisé par la rédaction du *Courrier*. Il n'engage que sa responsabilité. Dans sa politique d'information, la Fédération genevoise de coopération (FGC) soutient la publication d'articles pluriels à travers des fonds attribués par la Ville de Genève.

L'exploitation illégale de bois en hausse

Brésil ► L'exploitation illégale de bois a augmenté de 19% en un an dans l'Amazonie brésilienne, selon un rapport publié mercredi, alors que la plus grande forêt tropicale de la planète est actuellement touchée par les pires incendies en deux décennies. Une surface de forêt équivalente à 350 terrains de football a été déboisée illégalement chaque jour en moyenne d'août 2022 à juillet 2023, selon le système de Surveillance de l'exploitation de bois (Simex).

L'exploitation illégale de bois en Amazonie brésilienne a atteint 126 000 hectares, contre 106 000 lors des douze mois précédents. La surface déboisée illégalement représente 35% de l'exploitation totale de bois dans la région. «Cette augmen-

tation de l'exploitation illégale provoque des dégâts environnementaux, menace les peuples traditionnels et affaiblit le secteur du bois (légal), tout en donnant une mauvaise image au Brésil sur le marché international», déclare Dalton Cardoso, de l'ONG Imazon, qui gère le Simex et d'autres systèmes de surveillance.

Ce chercheur a appelé le gouvernement brésilien à renforcer les contrôles pour que l'exploitation de bois soit durable et créé de l'emploi et des recettes fiscales, en restant dans la légalité. D'après le rapport, 71% de l'exploitation illégale a eu lieu dans des terrains privés, à savoir 650 fermes, dont 20 seraient responsables d'un tiers du déboisement illicite. Cela signifie que les responsables sont

identifiables dans les registres publics, et sont passibles de sanctions. Par ailleurs, 16% des coupes illégales de bois ont eu lieu dans des réserves indigènes, mettant en péril les peuples autochtones qui y vivent.

Ce rapport a été publié une semaine après l'annonce du report d'un an de la loi européenne antidéforestation. Ce nouveau règlement pour protéger les forêts devait interdire à partir de fin 2024 la commercialisation dans l'UE d'une série de produits, dont le bois, s'ils sont issus de la déforestation. Le Brésil est un des pays ayant fait pression sur la Commission européenne pour réclamer ce report, qui a été très critiqué par les ONG de défense de l'environnement.

ATS

Des crédits biodiversité?

COP 16 ► Faut-il marchandiser la biodiversité pour la préserver? Alors que la 16^e Convention des Nations unies sur la diversité biologique (COP 16) va s'ouvrir le 21 octobre à Cali en Colombie, une pétition a été lancée contre le projet d'instaurer un système de «crédits biodiversité».

Inspiré des crédits carbone visant à limiter les émissions de CO₂, très critiqués par une grande partie de la société civile pour leur inefficacité et leurs effets pervers, ce nouveau système permettrait selon ses détracteurs d'acheter des permis de détruire la biodiversité en échange de «compensations». «Le concept est de faire une estimation de la valeur de la nature détruite à un endroit A et de la compenser en payant pour la protection de la nature d'une valeur équivalente à un endroit B. Ce système implique la

«logique selon laquelle la nature à l'endroit B aurait été détruite si quelqu'un n'avait pas payé, que sa protection serait ainsi une valeur ajoutée», explique l'organisation allemande Sauvous la forêt (*Rettet den Regenwald*), à l'origine de la pétition. «Ces systèmes fonctionnent rarement, comportent des risques immenses et détournent l'attention des véritables solutions. Ces mesures s'appuient sur un modèle «forteresse» de la conservation, violent les droits des peuples autochtones, conduisent à l'accapement des terres et menacent la sécurité alimentaire des populations», assure cette ONG, qui a déjà récolté plus de 30 000 signatures.

CHRISTOPHE KOESSLER

www.sauvouslaforet.org/petitions/1296/ onu-ue-ne-faites-pas-de-la-nature-une-marchandise.